

Les pêcheurs de Terre-Neuve et des provinces maritimes canadiennes le savent bien, eux qui ont vu leur gagne-pain disparaître à cause du pillage des stocks de poissons dans les eaux internationales au large de nos côtes. Je lance un appel pour que nous complétions sans tarder la négociation d'une convention pour réglementer la pêche en haute mer.

Monsieur le président, on pourrait facilement ajouter à la liste des problèmes pressants que je viens d'évoquer. Et nul ne conteste que tous ces problèmes — du maintien de la paix au développement, en passant par la lutte contre le sida et le trafic de la drogue, la protection des droits de la personne et de l'environnement — exigent une action collective, résolue et coordonnée de la part de la communauté internationale.

Beaucoup a été fait au cours des dernières années pour aider nos institutions multilatérales à faire face efficacement à ces nombreux défis. Mais nous devons admettre que nos institutions sont encore loin d'être à la hauteur de la tâche.

Trop souvent, l'action des Nations Unies intervient trop tard, est trop lente à démarrer et se fait dans des conditions matérielles inadéquates.

On ne saurait rendre le secrétaire général responsable du manque de volonté politique des États membres. Au contraire, je voudrais lui rendre un hommage spécial, à lui et à ses collaborateurs, en particulier le nouveau Haut Commissaire pour les droits de l'Homme. Ils ont fait plus et mieux que ce qu'on est en droit d'attendre d'une institution privée des moyens les plus élémentaires, à commencer par une base financière solide.

Nous devons assumer pleinement nos responsabilités et doter l'ONU des outils qui lui permettront de mener à bien son mandat unique. Or, il semble que nous soyons incapables de remettre collectivement en question les habitudes du passé.

Nous investissons trop d'énergies dans des activités d'une utilité marginale et dans des querelles sans importance alors que l'urgence est à nos portes.

Nous gaspillons des ressources précieuses en permettant que la pléthore d'institutions et d'agences auxquelles nous avons donné naissance au fil des années protègent jalousement leur indépendance et résistent aux changements, alors que les circonstances exigent une mise en commun des efforts.

Par notre timidité excessive en matière de réformes administratives, nous handicapons la seule institution sur laquelle nous puissions compter, quand des méthodes modernes et flexibles de gestion nous permettraient de répondre bien plus efficacement aux exigences de notre époque.